

→ par punk
"pupiles" Lamy

IDÉES

Les Echos - mercredi 15 mai 2002 - 61

Regards de l'étranger

Lamy, l'acier et le monde

La chronique de

STEPHAN-GÖTZ RICHTER
(Washington)

Marquée par un chassé-croisé de menaces de plus en plus pressantes, la querelle sur l'acier ressemble à n'importe quel autre différend commercial transatlantique. Mais Pascal Lamy, le commissaire européen au Commerce, s'en sert pour ériger l'Europe en décideur en matière de commerce international. Cette manœuvre représente un changement de rôles d'envergure historique dans la politique mondiale.

Cinquante ans plus tôt, il y avait un pays qui, dans les questions commerciales à l'échelle mondiale, faisait passer le bien-être des autres devant le sien. Ce pays était la première puissance économique de son époque, et ses idées sur l'économie et la finance déterminaient l'orientation de la politique globale. Bien sûr, il s'agissait des Etats-Unis.

Les Etats-Unis dominent toujours l'économie mondiale, mais ils sont devenus trop absorbés par des questions internes, comme l'influence des cinq votes électoraux du petit Etat de Virginie occidentale dans les présidentielles de 2004. Bien évidemment, cela laisse la voie libre à quelqu'un avec des idées différentes sur l'organisation de l'économie mondiale. Comptons sur Pascal Lamy, peut-être le plus stratège des politiciens européens, pour saisir cette opportunité.

Les Européens font très attention à respecter les règles dans le différend sur l'acier. L'Union veut absolument s'assurer que des représailles sévères de sa part sont totalement justifiées. Elle espère que, par contraste, les actions américaines sont de plus en plus des caprices.

En même temps, les Européens sont suffisamment malins pour proposer un ensemble prudemment choisi de tarifs douaniers compensatoires concocté avec les élections américaines en tête. Manifestement, M. Lamy espère que l'administration Bush sera forcée de



Stephan-Götz Richter *

reconnaître que les droits sur l'acier ne provoquent que des souffrances. A ce moment-là, M. Lamy sera prêt avec ses propositions à la mode européenne pour résoudre le problème.

Dans une lettre récente à Bob Zoellick, son homologue à Washington, M. Lamy a refusé de se laisser engluier dans les détails sur l'industrie sidérurgique. Au lieu de ça, il a proposé des solutions simples et fondamentales, qui sont une tentative pour résoudre le conflit définitivement. Et en diffusant la crise, les propositions de M. Lamy introduiraient essentiellement une approche européenne dans la politique industrielle aux Etats-Unis.

M. Lamy préconise une taxe de 2 % sur tout l'acier vendu aux Etats-Unis, taxe dont les revenus serviraient à résoudre les problèmes hérités du passé des compagnies sidérurgiques américaines. D'après M. Lamy, la disparition de ces coûts permettrait à l'industrie de devenir plus concurrentielle, rendant inutile des tarifs punitifs sur l'acier étranger. Sur le fond, il dit que l'Union européenne est prête à mondialiser ces coûts (en taxant tout

l'acier vendu aux Etats-Unis et pas seulement celui qu'ils produisent). C'est une offre remarquablement généreuse.

Il faut savourer le symbolisme : utiliser les politiques fiscales comme un outil mondial pour retrouver un environnement concurrentiel équitable. Car les propositions utiliseraient le Code fiscal pour créer un terrain concurrentiel pour les aciéries de l'Europe occidentale et de l'Ukraine aussi bien que pour les utilisateurs américains d'acier. Considérons cela comme un pacte social mondial, à la façon européenne. Pour les Américains, accepter cette offre reviendrait à admettre que la politique sociale européenne est supérieure pour résoudre certains problèmes. Rien que cela constituerait une énorme victoire pour l'Europe. Mais M. Lamy a un objectif encore plus ambitieux.

La plupart des experts sont d'accord pour reconnaître que les Etats-Unis ont sans doute violé les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Une fois que l'Europe aura obtenu un jugement officiel, les Etats-Unis seront confrontés non pas à une

mais à deux querelles économiques internationales de grande envergure, l'autre étant le différend sur les ristournes fiscales accordées aux exportateurs. Les Etats-Unis seront probablement forcés de s'incliner dans les deux cas. Cela sera sûrement gênant pour un pays qui avait fait des négociations de Doha le centre de sa politique économique internationale. Plus grave, c'est une trahison de la politique américaine passée.

Durant les premières années du GATT, le précurseur de l'OMC, les Etats-Unis, qui déterminaient les règles, soutenaient le libre-échange, et

faisaient même des sacrifices dans ce but. Mais ces sacrifices faisaient aussi partie d'un système qui laissait les Américains décider de sa structure. Par contraste, les Européens étaient responsables de tensions et d'importantes violations au système.

Aujourd'hui, les rôles sont inversés. Bien sûr, l'Europe est loin d'être un exemple, comme on l'a constaté dans le différend sur la banane et le bœuf il y a deux ans. Mais ce qui est réellement différent aujourd'hui, c'est que les Etats-Unis sont le plus souvent les responsables de plus grandes violations, et que l'Europe a l'intention de saisir l'opportunité pour faire la loi. De quelle façon ? L'Europe, de la façon dont elle formule ses plaintes à l'OMC, va pouvoir décider de la structure du dossier. En retour, cela va jouer un rôle énorme pour déterminer la nature des règles applicables. Dans un domaine comme la réglementation du commerce international, où beaucoup de la loi pratique reste à déterminer, cela revient à détenir un pouvoir immense.

Dans les semaines à venir, il est donc impératif de se rappeler que l'essentiel

pour M. Lamy et l'Union européenne n'est pas l'acier. Il ne s'agit de rien de moins que de

Une mondialisation made in Europe.

retirer aux Américains le leadership de la réglementation économique mondiale. Les violations américaines des règles de l'OMC sont exactement le moyen que peuvent utiliser les Européens pour imposer leur interprétation de ces règles. En jouant au bon citoyen du monde, l'Europe veut lui donner son rythme. C'est un but que chacun des quinze pays de l'UE voudrait atteindre.

* Stephan-Götz Richter est rédacteur en chef de TheGlobalist.com.